



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/135
S/16422
19 mars 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Point 25 de la liste préliminaire*
LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES CONTRE
LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET
INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 15 mars 1984, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué sur la situation en Amérique centrale, que le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés a adopté le 15 mars 1984, et de vous prier de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 25 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Inde
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) N. KRISHNAN

* A/39/50.

ANNEXE

Communiqué sur la situation en Amérique centrale
adopté le 15 mars 1984 par le Bureau de coordination
du Mouvement des pays non alignés

1. Le Bureau de coordination des pays non alignés a tenu une session d'urgence à New York le 15 mars 1984 en vue d'examiner les faits les plus récents survenus en Amérique centrale, conformément au mandat que lui a confié la septième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés de suivre attentivement l'évolution de la situation dans cette sous-région. Le Représentant permanent du Nicaragua, S. Exc. M. Javier Chamorro Mora, a présenté au Bureau un rapport faisant le point de la situation régnant au Nicaragua et autour du Nicaragua.
2. Le Bureau a rappelé la déclaration de la septième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à New Delhi dans laquelle elle avait condamné les menaces et les actes d'intimidation dirigés contre le Nicaragua, en particulier la violation de son espace aérien et de ses eaux territoriales, internationalement reconnus, l'utilisation du territoire de pays étrangers, dans la région et à l'extérieur de celle-ci, pour servir de base à des actes d'agression et à la formation de forces contre-révolutionnaires, et la perpétration d'actes de terrorisme et de sabotage.
3. Conscient de la nécessité impérieuse de réduire la tension dans la région en vue de faciliter le dialogue, le Bureau de coordination s'est de nouveau félicité des efforts constructifs entrepris par le Groupe de Contadora en vue de trouver une solution politique aux problèmes de la région et a prié instamment ses membres de poursuivre leur effort de paix. Dans ce contexte, le Bureau a pris note avec intérêt des progrès enregistrés quant à la tenue d'élections dans divers pays de la région, et a souligné qu'il importait de recourir à des procédés démocratiques, en vue de susciter tant la réconciliation nationale dans les divers pays que la détente dans la région. Le Bureau a accueilli avec satisfaction le fait que les pays de la région étaient convenus de prendre des mesures propres à assurer une participation populaire effective au processus de prise de décision en tenant compte des principes démocratiques, du développement économique et de la justice sociale.
4. Le Bureau a rappelé la résolution 38/10 de l'Assemblée générale dans laquelle elle a affirmé le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriales de tous les Etats de la région et leur droit de vivre en paix et de décider de leur propre avenir, sans aucune ingérence ni intervention étrangères.
5. Le Bureau a lancé un appel en faveur de l'arrêt immédiat de toutes les manoeuvres et activités militaires étrangères sur les territoires d'Amérique centrale ou au large de ses côtes, de toute mise en place de bases militaires étrangères, et de toutes les menaces, attaques et actes d'agression dirigés contre le Nicaragua, qui sont contraires à l'esprit des efforts de paix entrepris par les pays de la région.

6. Le Bureau de coordination a exprimé sa profonde préoccupation devant la nouvelle escalade qui s'est produite dans ces domaines et a condamné le minage des ports maritimes du Nicaragua qui a été signalé, lequel a occasionné des pertes de vies humaines et des dégâts matériels considérables et compromet la navigation internationale. Le Bureau a manifesté sa ferme opposition à toute mesure visant à imposer un blocus à un Etat de la région.

7. Le Bureau a exprimé sa préoccupation devant l'aggravation du conflit salvadorien entraînée par une ingérence étrangère continue dans les affaires intérieures de ce pays. Il a exprimé l'espoir que ces interventions prennent fin et qu'il soit trouvé des solutions politiques raisonnables à la crise que traverse actuellement El Salvador. Dans ce contexte, le Bureau a de nouveau invité instamment tous les Etats concernés à adopter une optique constructive, et à renoncer à toute assistance militaire susceptible d'entraver ce processus.

8. Le Bureau de coordination s'est félicité du ferme attachement du Nicaragua à la paix, dont témoignent les initiatives les plus récentes de ce pays, et a de nouveau proclamé sa solidarité avec le gouvernement de reconstruction nationale et le peuple du Nicaragua dans la lutte qu'ils mènent pour protéger leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur droit à l'indépendance.

